



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34 avenue Maunoury BP 60723  
41007 Blois Cedex

Blois, le 03/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **HB FULLER ADHESIVES**

Allée Robert Schuman  
BP 1308  
41000 Blois

Références : 2024-086  
Code AIOT : 0010001813

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2025 dans l'établissement HB FULLER ADHESIVES implanté Allée Robert Schuman BP 1308 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 20/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HB FULLER ADHESIVES
- Allée Robert Schuman BP 1308 41000 Blois
- Code AIOT : 0010001813
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HB FULLER fabrique sur son site de Blois des colles thermofusibles ("hot-melt" et autoadhésifs). La fabrication des colles thermofusibles et auto-adhésives se fait par fusion et mélange des matières premières.

Toutes les productions polyuréthannes ont cessé depuis la fin du mois de mai 2023. Ces productions impliquaient la transformation chimique de produits chimiques organiques de type polymères et l'utilisation d'isocyanate. Il ne reste sur le site que la fabrication d'adhésifs thermofusibles qui n'implique pas de réaction chimique (simple mélange à chaud) et n'utilise pas d'isocyanate.

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2661.1 de la nomenclature des installations classées.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                            | Référence réglementaire                                    | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1  | Surveillance des rejets atmosphériques - VLE | Arrêté Préfectoral du 20/10/2022, article 2.1.4.2          | Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |
| 5  | Plan des réseaux                             | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4                | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 7  | Surveillance des rejets aqueux               | Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.1.8            | Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |
| 8  | Fréquence de surveillance                    | Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.1.8            | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 9  | Obturbateurs réseau                          | Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.1.3            | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 13 | Accessibilité                                | Arrêté Préfectoral du 20/10/2022, article 2.2.3            | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 15 | Installation électrique                      | Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.5.5.5          | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 16 | Ressources en eau                            | Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.5.9.2          | Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |
| 17 | Matériel de lutte                            | Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.5.9.2          | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 18 | Contrôle des moyens et équipements           | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68               | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 19 | Cessation activité rubrique 3410             | Code de l'environnement du 27/01/2025, article R.512-39 -1 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 2  | Surveillance des rejets atmosphériques - fréquence | Arrêté Préfectoral du 20/10/2022, article 2.1.5.1 | Sans objet        |
| 3  | Plan de gestion des solvants                       | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1    | Sans objet        |
| 4  | GEREP  | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6       | Sans objet        |
| 6  | Prélèvement  | Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.1.1   | Sans objet        |
| 10 | Entretien séparateur hydrocarbures                 | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43      | Sans objet        |
| 11 | Informations des tiers                             | Arrêté Préfectoral du 20/10/2022, article 2.2.1   | Sans objet        |
| 12 | POI  | Arrêté Préfectoral du 20/10/2022, article 2.2.2   | Sans objet        |
| 14 | Bassin de confinement                              | Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.1.12  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Surveillance des rejets atmosphériques - VLE

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2022, article 2.1.4.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AIR   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant :<br>cf tableau AP<br>Bâtiment A - Chaufferie n°2 : chaudière de 1453 kW : NOx<br>Bâtiment B - chaudière de 1260 kW : NOx<br>Autre installation de combustion de puissance inférieure à 1 MW NOx |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a présenté le rapport de surveillance des rejets atmosphériques de la chaudière 2 bat A, réalisé par INERIS le 16/01/2024. Ce rapport ne met pas en évidence d'écart aux VLE.   |

|   |
|---|
| <p>L'exploitant indique que la chaudière B n'a pas été contrôlée car cette installation est arrêtée depuis l'arrêt de production des colles polyuréthane.</p> <p><b>L'exploitant devra notifier au préfet de Loir-et-Cher l'arrêt de la chaudière B avec tous les éléments justifiant de la mise en sécurité de l'installation.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

**N° 2 : Surveillance des rejets atmosphériques - fréquence**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2022, article 2.1.5.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AIR  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier rapport de surveillance des rejets atmosphériques présenté est en date du 16/01/2024. Un nouveau contrôle a eu lieu le 09/12/2024.</p> <p>L'exploitant réalise un contrôle de surveillance annuel de ses rejets.</p> <p><b>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</b></p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 3 : Plan de gestion des solvants**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AIR  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place</p> |

|   |
|---|
| <p>un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de gestion 2023 a été présenté à l'inspection. L'établissement a eu une consommation de solvants de 7,349 tonnes pour l'année 2023. Les solvants sont utilisés exclusivement pour le nettoyage des sols, réalisé une fois par semaine. Aussi, il n'y a pas de captation des émissions de solvants. L'exploitant considère que la totalité des solvants utilisés est évacuée en déchets, par le biais des eaux de lavage collectées.</p> <p>La fiche de données de sécurité du produit utilisé a été consultée.</p> <p><b>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 4 : GEREP

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, GEREP</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.</p>                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé à la déclaration de ses émissions 2022 et 2023, au travers de l'outil GEREP, avant le 31 mars.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 5 : Plan des réseaux

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> </ul> |

|  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>-les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li> <li>-les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan des réseaux en date du 13/04/2023 a été transmis à l'inspection. Il fait apparaître les éléments attendus, à l'exception des dispositifs d'isolement (Pollustop).</p> <p><b>Le plan des réseaux n'est pas à jour.</b></p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>   |

#### N° 6 : Prélèvement

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.1.1</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont limités à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 60 m3/h en débit instantané</li> <li>- 60 m3/;</li> <li>- 15 000 m³/an en eau de nappe avec 1 ouvrage de prélèvement</li> </ul>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le prélèvement d'eau de l'exploitant se fait directement dans le réseau d'eau potable de la ville et non plus dans un forage, dont l'arrêt d'exploitation a été notifié monsieur le Préfet de Loir-et-Cher en 2002.</p> <p>Le forage en question a été comblé.</p> <p>Le prélèvement dans le réseau AEP pour l'année 2023 a été de 1935 m3.</p> <p><b>La prescription est donc inadaptée et mérite d'être mise à jour.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 7 : Surveillance des rejets aqueux**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.1.8  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et les caractéristiques suivantes :<br>- Température : <30 °C<br>- pH : compris entre 6,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation chimique)<br>- débit : 35 m³/<br>Les caractéristiques des rejets, notamment la concentration journalière et le flux journalier de chacun des principaux polluants seront inférieures ou égales aux valeurs prévues ci-dessous (après décantation) :<br>cf tableau  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'établissement dispose de 2 points de rejets : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 point de rejet eau pluviale, à proximité du bassin de décantation</li><li>• 1 point de rejet eau industrielle, bâtiment A. Avant rejet, les eaux de process subissent une double filtration : d'abord au travers d'un big bag filtrant puis lors de la vidange de l'IBC au point de rejet, au travers d'une chaussette filtrante. Les eaux sont rejetées à une fréquence d'une à 2 fois par semaine, pour un volume d'un IBC à chaque fois,</li></ul> L'exploitant a présenté les rapports de surveillance des rejets eau industrielle : <ul style="list-style-type: none"><li>• Rapport du 16/06/2024 du Laboratoire départemental : les concentrations en DCO et DBO5 sont supérieures à la VLE. L'exploitant explique ce dépassement par le fait que les IBC de collecte de l'eau filtrée étaient trop encrassés et leur remplacement a permis de faire des mesures correctes en juillet.</li><li>• Rapport du 29/07/2024 du Laboratoire départemental : la concentration en DCO est inférieure à la VLE, mais la DBO5 est supérieure à la VLE, valeur de 52 mg/l pour une VLE à 50 mg/l.</li></ul> <b>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des flux fixés dans l'arrêté préfectoral.</b><br>Néanmoins, l'exploitant indique que les valeurs limites d'émission en concentration et en flux ont été fixés à une époque où l'activité de l'établissement générait beaucoup plus de rejets aqueux qu'elle n'en génère aujourd'hui.<br>Au travers du porter à connaissance reçu le 12/09/2024, l'exploitant demande la modification des prescriptions sur les rejets aqueux, pour aligner les valeurs avec la convention d'agglomération.<br>Le jour de l'inspection, un nouveau contrôle des rejets aqueux avait lieu.<br><b>Ces éléments sont en cours d'instruction par l'inspection. Les rejets aqueux industriels ne respectent pas la VLE en DBO5.</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport d'analyse des rejets aqueux réalisé le 27/01/2025.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |



|   |
|---|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                 |

#### N° 8 : Fréquence de surveillance

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.1.8   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>cf tableau dans la prescription : <ul style="list-style-type: none"> <li>Autosurveillance par l'exploitant : semestrielle</li> <li>par un organisme extérieur compétent : <ul style="list-style-type: none"> <li>Eaux usées industrielles : annuelle (tous les paramètres)</li> <li>Eaux pluviales polluées, Eaux d'extinction. retenues dans le bassin d'orage obturable : sur demande de l'inspection des installations classées (tous les paramètres)</li> </ul> </li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a présenté des rapports de surveillance des rejets eaux industrielles de juin et juillet 2024 et un nouveau prélèvement avait lieu le jour de l'inspection.<br><b>La périodicité annuelle pour un contrôle extérieure est respectée.</b><br><br>Néanmoins, l'exploitant ne réalise pas de surveillance interne à fréquence semestrielle.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois  |

#### N° 9 : Obturateurs réseau

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.1.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eau  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>Le réseau EU de l'établissement est équipé d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.<br>[...] |

|   |
|---|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement dispose de 4 systèmes d'obturation des réseaux, de type ballon obturateur Pollustop :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 au niveau des quais de chargement/déchargement des camions</li> <li>• 1 en aval du bassin de rétention</li> <li>• 1 au niveau du point de rejet eau industrielle</li> </ul> <p>Lors de la visite d'inspection, 2 des 4 dispositifs ont été testés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>le test au niveau de l'obturateur à l'aval du bassin de rétention n'a pas été concluant :</b> l'exploitant n'a pas pu mettre en route le gonflage du ballon</li> <li>• le test au niveau du point de rejet des eaux industrielles a été concluant : la ballon s'est gonflé. Le voyant au niveau de la commande était en vert et la pression est montée au niveau du nanomètre. Néanmoins le ballon n'était pas visible car situé dans une canalisation sous le mur.</li> </ul> <p>De manière général, le déclenchement des ballons obturateurs n'est pas défini par consigne à proximité des installations.</p> <p>L'exploitant a indiqué réaliser un entretien annuel de ces dispositifs.</p> <p><b>Les obturateurs ne sont pas actionnables en toute circonstance et leur mise en fonctionnement n'est pas définie par consigne.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>  |

**N° 10 : Entretien séparateur hydrocarbures**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau pluviale</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>[...]</p> |

|  |
|--|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le point de rejet eau pluviale est équipé d'un séparateur à hydrocarbures. La vidange est réalisée tous les ans. La dernière a été effectuée le 21/03/2024, le bordereau de suivi des déchets correspondant a été présenté à l'inspection.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 11 : Informations des tiers**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2022, article 2.2.1</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant mettra en place une information préventive des tiers quant aux risques analysés dans l'étude des dangers ayant mis en évidence des zones d'effets thermiques et toxiques dépassants les limites de l'établissement.</p> <p>Ces éléments sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>                                     |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a justifié de l'information préventive mise en place auprès des tiers, pour lesquels les zones d'effets thermiques dépassent les limites de l'établissement. Des échanges ont eu lieu avec l'entreprise BITUVIA en 2023, l'exploitant lui a transmis une information sur les risques.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 12 : POI**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2022, article 2.2.2</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le POI est mis à jour et testé à des intervalles qui n'excèdent pas trois ans. En tout état de cause, un exercice sera réalisé dans un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté.</p> <p>Les exercices d'entraînement permettent d'évaluer l'efficacité du POI et d'en combler les éventuelles lacunes.</p> <p>Un mois avant chaque exercice, l'exploitant en informe le service départemental d'incendie et de secours, ainsi que l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Une procédure d'alerte des voisins riverains est rédigée et insérée dans le POI.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les comptes-rendu d'exercice d'évacuation alarme incendie de l'établissement, réalisés le 23/09/2024 (exercice de nuit) et le 20/12/2024.</p>  |

|  |
|--|
| <p>Le dernier exercice avec un test complet du POI a eu lieu le 20/10/2023. Le compte-rendu de l'exercice a été présenté à l'inspection.</p> <p>La dernière mise à jour du POI a été réalisée en mars 2024. Le POI prévoit bien une procédure d'alerte des voisins riverains.</p> <p><b>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 13 : Accessibilité**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2022, article 2.2.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant indique les différents points d'accès au bâtiment B, au moyen de panneaux d'intervention amovibles, implantés à l'extérieur du bâtiment, à leur proximité immédiate.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Les différents points d'accès au bâtiment B, au moyen de panneaux d'intervention amovibles, ne sont pas implantés à l'extérieur du bâtiment, à leur proximité immédiate.</b></p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

**N° 14 : Bassin de confinement**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.1.12  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux Ei et Er susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont collectées sur le site (rétention ou bassin d'orage de 250 m<sup>3</sup>, obturable).</p> <p>Le premier flot (10 mm) des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est collecté dans le bassin d'orage ci-dessus (capacité de 250 m<sup>3</sup>, obturable).</p> <p>Le bassin d'orage doit être maintenu, en temps normal, à un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.</p> <p>[...]</p> |

|   |
|---|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté que le bassin de confinement est en bon état et entretenu. Du fait des récentes pluies, il est rempli en fond de quelques centimètres d'eau. L'exploitant indique que le bassin est vidangé régulièrement, une fois par an pour en faire l'entretien.</p> <p><b>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 15 : Installation électrique**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.5.5.5</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque électrique</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue [...] conforme aux normes françaises de la série NFC qui lui sont applicables.<br/>[...]<br/>Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le certificat Q18 du 29/03/2024, émis par Bureau Veritas indique que l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion avec 3 observations. L'exploitant a présenté les éléments justifiant que les actions ont été mises en oeuvre pour répondre à ces 3 observations.</p> <p>Le rapport quadriennal de vérification périodique des installations électriques rédigé par Bureau Veritas, suite à une intervention de mars 2024 fait état de 34 observations. L'exploitant n'a pas pu justifier de l'exhaustivité des actions mises en oeuvre pour répondre à ces observations.</p> <p>Le rapport Q19 émis par Bureau Veritas en date du 11/12/2024 fait état de une anomalie de priorité 2. les travaux nécessaires pour solder cette non-conformité ont été réalisés avant la fin du mois de décembre 2024.</p> <p><b>Les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>  |

**N° 16 : Ressources en eau**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.5.9.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eau  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont régulièrement contrôlés.<br>Tout point des installations doit être éloigné de moins de 200 m d'un poteau d'incendie normalisé (N FS 61-213) piqué sur une canalisation suffisante pour offrir, simultanément avec l'hydrant le plus proche, un débit de 2000 l/minute au minimum sous une pression dynamique de 1 bar   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a indiqué qu'il y a 3 poteaux incendie autour du site, mais il ne dispose pas d'un plan faisant figurer ces poteaux incendie.<br><br>Les débits des poteaux incendie ont été confirmés pour la dernière fois en 2021. Il convient par conséquent de s'assurer que ces équipements ont été entretenus et restent en mesure de délivrer les débits attendus.<br><br><b>Les débits associés aux trois poteaux incendie situés à moins de 200 m sur le domaine public doivent être confirmés.</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

**N° 17 : Matériel de lutte**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/1999, article 3.5.9.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Des extincteurs adaptés au risque à défendre, en nombre suffisant et régulièrement contrôlés, doivent être placés dans des endroits facilement accessibles et l'exploitant s'assurera trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue et en bon état extérieur. Des RIA seront installés de manière à ce que tout point des installations à risque d'incendie puisse être atteint par 2 jets de lance lorsque les dispositions constructives le permettent |
| <b>Constats :</b><br><br>Les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification par Desautel le 25/06/2024. Le rapport fait état de nombreuses observations indiquant notamment des équipements à changer.<br>L'exploitant indique qu'il n'a pas donné suite au devis pour le remplacement des extincteurs suite  |

au contrôle, car il l'a jugé disproportionné.

Un nouveau contrôle des extincteurs est prévu en mars. L'exploitant s'est engagé à mettre en oeuvre le changement nécessaire des extincteurs suite à ce nouveau contrôle.

L'exploitant effectue un contrôle interne sécurité à périodicité mensuelle. La procédure et l'enregistrement correspondants à ce contrôle ont été consultés par l'inspection. Il prévoit la vérification de plusieurs points relatifs aux extincteurs, notamment qu'ils sont bien en place, en bon état, visibles et accessibles.

**Les extincteurs ne sont pas tous maintenus en bon état.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 18 : Contrôle des moyens et équipements

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Moyens d'intervention en cas d'accident.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

[...]

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

**Constats :**

Les moyens de lutte contre l'incendie ont fait l'objet des contrôles suivants :

- désenfumage : vérification par ABC protection incendie le 20/05/2024. Le rapport indique que l'ensemble des dispositifs sont en bon état mais une remarque est mentionnée à la fin du rapport. L'exploitant a indiqué qu'il ne comprend pas cette remarque et qu'il fera le point avec le

|  |
|--|
| <p>prestataire sur cette remarque lors du prochain contrôle (en mars).</p> <p>- extincteurs et RIA : vérification par Desautel le 25/06/2024 : Le rapport fait état de nombreuses observations. L'exploitant indique qu'il n'a pas donné suite au devis car il l'a jugé disproportionné. Un nouveau contrôle des extincteurs et RIA est prévu en mars. L'exploitant s'est engagé à mettre en oeuvre les actions nécessaires pour lever les écarts suite à ce nouveau contrôle.</p> <p><b>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie ne sont pas maintenus en bon état.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>   |

**N° 19 : Cessation activité rubrique 3410**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/01/2025, article R.512-39 -1</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation activité</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en oeuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en oeuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Au travers du porter à connaissance du 6/09/2024, l'exploitant a déclaré la la cessation des activités relevant de la rubrique 3410.</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant que pour acter la cessation d'activité de la rubrique 3410, il doit transmettre une ATTES SECUR établie par un organisme spécialisé, conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement.</p> <p>La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un</p>   |



diagnostic proportionné aux enjeux.

L'inspection a précisé à l'exploitant qu'il lui est possible de solliciter auprès de monsieur le Préfet le report de la réhabilitation et de la détermination de l'usage futur, dans la mesure où les terrains ne sont pas libérés . Cela correspond à la transmission des ATTES SECUR et MEMOIRE prévues également par le code de l'environnement, en cas de cessation d'activité.

L'exploitant a indiqué qu'il a effectué les démarches auprès d'un prestataire pour l'établissement de l'ATTES SECUR.

**Suite à la cessation des activités relevant de la rubrique 3410, l'ATTES SECUR n'a pas été transmise à l'inspection des installations classées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois